



L'alternative politique ne pourra partir que de la montée des luttes

Hollande et ses commanditaires du Medef ont entendu le message, prévisible, des urnes. La politique que le pouvoir de « gauche » poursuit depuis 2012 est massivement rejetée dans le pays mais aucune alternative politique institutionnelle n'existe aujourd'hui. Ils l'aggravent!

En effet, le vote sanction des municipales a profité à la droite qui réclame plus d'austérité. C'est par défaut, vu l'abstention, mais la résignation à l'idéologie dominante progresse. Le système réussit à faire monter le FN pour détourner des luttes la colère populaire et le rejet de classe de l'Union européenne. L'épouvantail fonctionne et le danger d'extrême-droite est réel d'autant que les ultra-réacs occupent le pavé.

Toute la gauche qui a entretenu des illusions sur un changement réel avec Hollande est sanctionnée, malheureusement également notre parti le PCF, malgré le travail des militants. Cela ne changera pas tant qu'elle s'engluera dans des perspectives politiciennes de recomposition politique.

Dans cette situation, Valls vient de se voir confier un contrat de mission : précipiter et assumer les contre-réformes structurelles antisociales, à commencer par le « pacte de responsabilité », la « réforme ferroviaire », la casse des territoires dans le cadre de l'Union européenne du capital. Salariés, retraités, jeunes, le plus grand nombre va payer encore plus lourdement les cadeaux au patronat et au profit capitaliste, sur leurs revenus, les conditions de travail, les services publics, la santé, les allocations familiales. Une course de vitesse est engagée. Le pouvoir espère étouffer la montée des luttes sociales, aujourd'hui seules porteuses de l'alternative politique.

Communistes, suivant la raison d'être de notre parti, nous faisons résolument le choix de la lutte des classes, de contribuer au développement, en nombre, en conscience et en organisation des luttes, à commencer par les batailles contre le « pacte de responsabilité » et la « réforme ferroviaire », pour la défense de l'industrie, notamment par des nationalisations (automobile, sidérurgie...). Nous mettons plus que jamais en avant des positions de rupture en France, en particulier face à l'Union européenne.

Faire converger les luttes pour le retrait du « pacte de responsabilité ».

Ces dernières semaines, le mouvement a connu une progression importante avec les manifestations du 18 mars. Les prétextes sur les créations d'emploi et la nécessité d'obtempérer à l'UE commencent à tomber. La comédie du « dialogue social » et la collaboration de la CFDT sont démasqués.

Valls décide d'accélérer l'adoption des mesures du pacte, de gonfler encore les cadeaux au patronat : « crédit d'impôt compétitivité », exonérations de cotisations sociales, baisse d'impôt. Le prétexte de la « baisse des déficits publics » tombe d'autant plus. Le pouvoir espère passer en force avant que les conséquences du pacte sur le pouvoir d'achat, la protection sociale ne soient trop sensibles. Dans la continuité de la lutte contre les hausses de TVA, dénonçons et combattons le démantèlement de l'offre de soins et de l'hôpital publics, la remise en cause des allocations familiales, l'explosion des tarifs des services publics ! Voilà la contrepartie réelle du pacte de solidarité !

Les journées d'action déjà programmées des fonctionnaires contre l'austérité le 15 mai, des cheminots contre la « réforme ferroviaire » le 22 mai seront des étapes importantes dans la convergence des luttes. Le 1^{er} mai peut et doit être une grande journée de mobilisation générale contre le « pacte de responsabilité ».

Le sens de notre participation à la manifestation du 12 avril, initiée par notre parti.

Ce qui nous importe avant tout, c'est de contribuer à redonner confiance au mouvement social, aux luttes, dans leur force, dans leur capacité à porter le changement politique, en l'absence aujourd'hui de toute perspective de changement politique institutionnel. En 2010 pour défendre les retraites, nous étions le nombre pour battre Sarkozy. Nous pourrions l'être à nouveau face à la poursuite de sa politique par Hollande et Valls. Revenons sur les dégâts causés par les illusions électorales semées avant 2012 !

Ce qui nous importe, c'est de soutenir et d'alimenter les luttes décisives en cours, en premier lieu celles pour le retrait du « pacte de responsabilité », précisé et aggravé par Valls et celui de la « réforme ferroviaire », fer de lance de la casse des services publics, que le pouvoir espère faire passer en catimini au cœur de l'été.

Ce qui nous importe, c'est de combattre et démasquer le FN et le rôle que le système lui confie pour détourner des luttes – vers sa logique de haine - et stériliser la colère populaire et l'opposition à l'Union européenne du capital.

Ce qui nous importe, à quelques semaines des élections européennes

Faire capoter la « réforme ferroviaire », c'est possible !

La « réforme ferroviaire » est un projet de loi d'une extrême gravité. Il prépare l'éclatement de la SNCF et la casse du statut des cheminots.

C'est l'étape nécessaire pour poursuivre et finaliser le processus de marchandisation et de privatisation du rail dont des conséquences se font déjà durement sentir sur les salariés, les usagers, les territoires. Les journées d'action ont été très fortes en juin et en décembre derniers. Le pouvoir redoute la résistance des cheminots. Le spectre des luttes victorieuses de novembre/décembre 1995 le hante toujours.

L'un des objectifs de la « réforme » est aussi d'abattre la « locomotive » du mouvement social que représentent les cheminots dans l'intérêt de tous les travailleurs.

Pour faire passer la réforme, le gouvernement choisit d'en minimiser l'objet. Pas un mot dans le discours de Valls. L'examen du projet de loi est reporté au cœur de l'été... Pendant ce temps, avec l'aide des syndicats de collaboration, la direction s'efforce de diviser les cheminots, d'instaurer des négociations sur des protections catégorielles, temporaires et illusoire devant la perspective de privatisation. Le pouvoir s'appuie au maximum sur l'Union européenne et ses directives de mise en concurrence. Tout se passerait à Bruxelles et il faudrait s'en accommoder plus ou moins mal. NON ! La résistance à la casse des services publics en Europe se joue dans chaque pays !

Le 22 mai, la journée de grève des cheminots peut amorcer un mouvement large et déterminé. Communistes, nous contribuons à le préparer, à faire converger les luttes de tout le service public, la défense des intérêts des usagers derrière cette lutte pour mettre un point d'arrêt à la privatisation de la SNCF.

nes, c'est bien de faire le lien entre le rejet de classe de l'UE et les luttes nationales décisives. Refuser les prétendus « diktats » de Bruxelles, cela ne peut se faire, pour les travailleurs de France, qu'en repoussant en France – dans une perspective internationaliste – l'application des traités et directives européens illégitimes.

Nous réaffirmons la nécessité de la rupture avec toute intégration dans l'UE du capital, l'illégitimité de ses institutions. Il est inadmissible que l'UE puisse encore servir de prétexte idéologique à la résignation des travailleurs français devant l'austérité. La remise en cause de l'euro, son instrument de mise en concurrence des peuples et de contrôle des économies nationales doit être mise en débat dans notre pays.

A ce titre, nous exprimons notre désaccord total avec les positions politiques de la Confédération européenne des syndicats (CES – avec son relai en France, la CFDT), qui après avoir défendu la Constitution européenne et le Traité de Lisbonne, s'efforce de faire vivre l'illusion de « l'Europe sociale » pour mieux légitimer l'ordre de l'UE du capital. Nous exprimons notre désaccord total avec le politicien grec Tsipras, dirigeant du Parti de la gauche européenne (PGE), qui se présente à la présidence de la Commission européenne, légitimant la dictature de la principale institution du capitalisme européen. **L'UE DU CAPITAL N'EST PAS REFORMABLE !**

Nous souhaitons aussi écarter et remettre à leur place, aussi bien la supercherie du « dialogue social » avec les syndicats de collaboration comme la CFDT, que les calculs et projets de recomposition politique de certains politiciens français de « gauche ». Certains passent allègrement du rose, au vert, au jaune, voire au rouge (pour la cravate) s'efforcent maintenant de constituer une « gauche de rechange » avant des élections, quand Valls aura commis ses méfaits.

Nous voulons aussi marquer que les militants de ce parti – loin des calculs politiques – se battent, vont au contact des travailleurs et des populations pour leur proposer d'organiser politiquement leurs luttes et leurs colères, ensemble, pour mettre en échec, en commençant tout de suite, la politique au service du capital.

Ce qui nous importe au contraire, c'est de montrer la nécessité d'un parti de classe révolutionnaire, intransigeant dans la lutte des classes du côté des travailleurs. Ce parti en France, historiquement, c'est le PCF, avec ses symboles, faucille et marteau.

Les communistes qui vous distribuent ce tract sont des militants, des responsables de section et de fédération du PCF qui jugent nécessaire de faire vivre et de renforcer leur Parti, de renouer avec sa perspective révolutionnaire, le socialisme, avec sa théorie marxiste et léniniste, avec son organisation de classe dans le monde du travail, les quartiers populaires, les campagnes, a contrario du processus d'effacement poursuivi avec le Front de gauche. REMETTONS LE PCF SUR LES RAILS DE LA LUTTE DES CLASSES!

Adhérez au PCF ! Organisez votre colère! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....



**RENOYER A « Cahiers communistes » 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, 01 48 28 60 05
cahierscommunistes@orange.fr; <http://vivelepcf.fr>**